



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 25 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JERREL

ZONE ARTISANALE LA PROMENADE

—
49360 La Plaine

Références : 2026-147_JERREL_INSP_RAP

Code AIOT : 0100296337

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement JERREL implanté ZA la promenade -- 49360 La Plaine. L'inspection a été annoncée le 11/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inopinée s'inscrit dans un contexte de plainte sur des nuisances sonores. Elle fait suite à la visite d'inspection du 24 septembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JERREL
- ZA la promenade -- 49360 La Plaine
- Code AIOT : 0100296337
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JERREL basée sur la commune de La Plaine est spécialisée dans la fabrication de portails, portillons et clôtures. Elle comporte une installation de travail mécanique des métaux (régime DC), de traitement de surfaces (régime DC), d'application de peinture (régime DC) et de stockage de Fluor (régime D).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Bruit | Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2, Annexe 1, point 8.1 et 8.4 | Sans objet |
| 2 | Récépissé de déclaration | Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48 | Sans objet |
| 3 | Réalisation du contrôle périodique | Code de l'environnement du 01/01/2016, article R. 512-58 | Sans objet |
| 4 | Réalisation du contrôle périodique | Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57 | Sans objet |
| 5 | Suites données au contrôle périodique | Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est rappelé à l'exploitant que l'installation de travail des métaux doit être exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Concernant les rapports de contrôle périodiques, il appartient à l'exploitant de mettre en place les actions afin de remédier à toutes les non-conformités relevées dans les rapports de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2, Annexe 1, point 8.1 et 8.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bruit et vibrations |
| Prescription contrôlée : <u>Point 8.1 :</u> [...] L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : |

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement | Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|--|---|
| Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

[...]

Point 8.4 :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Constats :

Pour rappel, l'exploitant avait fait réaliser les 18 et 19 septembre 2025 une première campagne de mesure du niveau de bruit et de l'émergence. Les résultats ont été communiqués le 3 novembre 2025 par courriel. Le rapport 2025 concluait à la conformité de l'intégralité des points de mesure en limite de propriété, aussi bien en période nocturne que diurne, mais à la présence d'une non-conformité sur l'un des deux points à émergence réglementée, à savoir le point ZER2. Une émergence de 7,5 dB(A) au lieu de 4 dB(A) était en effet constatée en période nocturne sur ce point. Le rapport précisait cependant qu'en prenant en compte l'émergence entre le résiduel et l'ambiant en période nocturne sur une période présentant le même environnement sonore (05h00 à 06h00 pour le résiduel nuit et 06h00 et 07h00 pour l'ambiant de nuit) on constatait que l'émergence du point de mesure ZER2 n'excédait pas les 4 dB(A) autorisés en période nocturne (émergence de 3,5 dB(A) constatée).

L'inspection avait cependant demandé à ce qu'un plan d'action portant sur le point ZER2, identifié non-conforme en période nocturne, soit transmis. Dans sa réponse du 24/09/2025, l'exploitant contestait selon ses propos cette non-conformité du fait que le bruit résiduel retenu (mesure entre 22h et 06h) n'était selon lui pas représentatif de l'environnement sonore résiduel entre 05h et 06h.

Ainsi, la comparaison du bruit ambiant nocturne entre 06h et 07h au bruit résiduel nocturne entre 05h et 06h laissait apparaître une mesure d'émergence conforme (< 4 dB (A)).

Lors de la visite de 2025, il avait aussi été rappelé que l'installation de travail des métaux devait être exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Ainsi, une vigilance particulière était demandée à l'exploitant concernant la durée d'ouverture du portail de la partie nord du bâtiment A qui doit être refermé dès que possible lorsque des nuisances sonores sont susceptibles d'être émises. L'exploitant avait dans sa réponse du 24/09/2025 expliqué mettre en place une action de sensibilisation du personnel pour le respect de la fermeture immédiate du portail après utilisation et la mise en place d'une signalétique en ce sens.

Lors de la visite inopinée du 11 mars 2026, l'inspection souhaitait vérifier que le démarrage de l'installation de travail mécanique des métaux (origine identifiées des nuisances sonores) ne démarrait pas avant 07h00 du matin, période considérée de nuit pour les mesures des niveaux sonores (non conforme en septembre 2025). Il est à préciser que les horaires déclarés par l'exploitant pour l'atelier de fabrication sont de 08h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 (16h30 le vendredi).

Lors de ce contrôle il n'a pas été constaté de démarrage de l'activité entre 6h00 et 07h00 du matin le 11 mars 2026. Aucune émission sonore significative n'a été détectée sur le temps de présence en périphérie de l'établissement (entre 06h00 et 08h30 du matin).

L'exploitant a aussi fourni la fiche de sensibilisation à la bonne pratique de fermeture du portail ainsi que la consigne affichée dans l'atelier.

Observations :

Il est rappelé à l'exploitant que l'installation de travail des métaux doit être exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les éléments de réponses transmis par l'exploitant sont satisfaisants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Récépissé de déclaration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration

Prescription contrôlée :

Article R. 512-47 I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.

Article R. 512-48 - Il est délivré immédiatement par voie électronique une preuve de dépôt de la déclaration.

Constats :

Une preuve de dépôt de déclaration datée du 17/07/2025 a été délivrée à l'exploitant relative à la

télédéclaration de ses installations de travail mécanique des métaux (rubrique 2560) avec une puissance maximum de l'ensemble des machines de 202 kW (régime DC), de traitement de surfaces (rubrique 2565 2.b) avec un volume de cuve de 429 L (régime DC), d'application de peinture (rubrique 2940 3.b) à 106 kg/jour (régime DC) et de stockage de Fluor (rubrique 4713) avec un volume de 395 kg (régime D).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réalisation du contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R. 512-58

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

[...]

Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.

[...]

Constats :

Pour rappel, lors de la visite de septembre 2025, l'exploitant n'avait pas encore réalisé son premier contrôle périodique. Les installations ayant fait l'objet d'une télédéclaration le 17 juillet 2025, le premier contrôle périodique prévu par le code de l'environnement était à réaliser avant le 22 janvier 2026.

Lors de la visite de 2026, l'exploitant a fourni les rapports de contrôle périodique concernant ses installations de travail mécanique des métaux et alliages (2560.2), de traitement de surface (2565.2b) et d'application de peinture poudre (2940.3b). Ces premiers contrôles ont été réalisés en date du 20/01/2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réalisation du contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").

II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du

25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (" EMAS "), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation.

Constats :

Les premiers contrôles périodiques ont été réalisés le 20/01/2026 sur les trois installations classées sous le régime de la déclaration contrôlée. L'établissement ne disposant pas d'un système de management environnemental certifié conforme à la norme internationale ISO 14001, le prochain contrôle périodique est à prévoir avant le 20/01/2031.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suites données au contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.

Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.

Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.

L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants :

1° S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ;

2° S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai prévu au deuxième alinéa ;

3° Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.

Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.

Constats :

Sur les trois rapports de contrôle périodique du 20/01/2026 transmis par l'exploitant, un rapport

affiche des non-conformités majeurs (NCM). Il s'agit du rapport de contrôle périodique de l'installation d'application de peinture classée 2940-3b. 6 NCM sont signalées portant sur les mesures d'alerte et d'intervention en cas d'incendie ainsi que sur les rejets atmosphériques. Le rapport ayant été réceptionné le 22/01/2026, l'exploitant a jusqu'au 22/04/2026 pour adresser à l'organisme de contrôle un échéancier des dispositions qu'il entend mettre en place pour y remédier.

Observations :

Outre les NCM, il appartient à l'exploitant de mettre en place les actions afin de remédier à toutes les non conformités relevées dans les rapports de contrôle périodique.

Type de suites proposées : Sans suite

